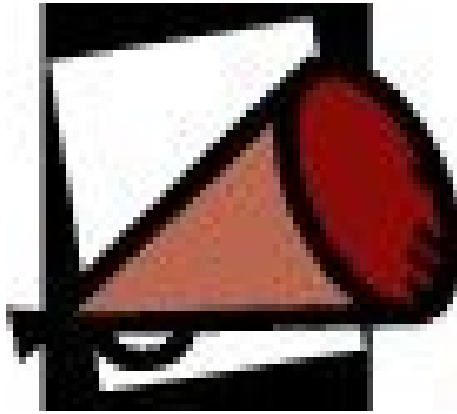


<https://www.pressegauche.org/Haiti-La-repression-policiere-et-la-complicite-de-l-ambassade-de-France>



Haïti : La répression policière et la complicité de l'ambassade de France

- International - Amérique latine -



Date de mise en ligne : mardi 18 juin 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Nous dénonçons et condamnons la répression sauvage effectuée par la police haïtienne contre des manifestant(e)s pacifiques autant dans la capitale que dans les autres villes du pays. Depuis le 9 juin 2019, alors que les masses populaires continuent à investir une fois de plus les pavés pour réclamer la démission de Jovenel Moïse et la fin de l'État néocolonial en Haïti, la répression atteint une nouvelle phase.

Elle ne se limite plus aux massacres à répétition dans les différents quartiers populaires comme dans le cas de La Saline, de Carrefour-feuille, de Cité-soleil, etc. Le régime néo-duvaliériste Tet Kale utilise maintenant les services des gangs armés et certains membres de la police pour terroriser les résidents de ces quartiers.

La répression s'opère ouvertement, elle est dans la rue où l'on peut voir des hommes en civil, à côté de policiers, tirer à hauteur d'homme, à l'arme automatique, sur les manifestant(e)s.

En dépit des dizaines de morts, de viols collectifs de femmes, des milliers de familles terrorisées fuyant leurs maisons pour échapper à la violence des sbires du régime, la répression n'a pas mis fin à la révolte populaire.

Face à l'échec d'imposer le silence de cimetière, le régime Tet Kale passe à une nouvelle phase dans la répression. L'institution policière se transforme, ces derniers jours, en un véritable escadron de la mort. Faisant fi de sa mission de « protection et de service », cette police se transforme en une véritable force de répression et collabore ouvertement avec des assassins. Plus de 100 manifestants.es sont déjà morts.es et des milliers d'autres blessés.es.

La répression est tellement systématique qu'il n'existe plus de territoire d'asile en Haïti. C'est ainsi que, le 12 juin 2019, deux manifestants (Moreno Polas et Saint Louis Caismir), se réfugiant dans les locaux de l'ambassade de France fuyant la terreur policière, sont livrés à la Police où ils ont subi la torture.

Doit-on s'étonner que l'ambassade d'un pays comme la France, s'identifiant comme défenseur des droits de l'homme, coopère et viole le droit d'asile des victimes en Haïti ?

Nous savions déjà que les gouvernements français ont historiquement toujours soutenu les régimes néocoloniaux, il est manifeste maintenant que, sous Macron, le gouvernement français est prêt à coopérer directement dans la répression d'un peuple qui lutte pour la justice sociale et le changement.

Par ailleurs, au lieu de dénoncer et condamner la violation systématique des droits des Haïtiennes et Haïtiens à manifester et à exiger la reddition de compte des fonds Petro Caribe, le Core Groupe continue à soutenir le statu quo en Haïti. Ainsi on voit le Canada, dans un double langage, demander une nouvelle occupation par le biais de l'ONU et en même temps le dialogue entre le pouvoir et les différents partis et personnalités de l'opposition.

Comme à l'accoutumée, le Canada ainsi que les autres pays du Core Groupe font preuve d'un double standard : alors que, chez eux, la corruption est rigoureusement combattue, ils soutiennent le système de corruption dans les pays du Sud et invitent ceux et celles qui luttent contre ce système à dialoguer avec les corrompus.

Cette politique du double standard met à nu le profond mépris des gouvernements de ces pays à l'égard du peuple haïtien. La mémoire des innombrables victimes de l'occupation militaire sous l'égide de l'ONU est encore fraîche.

Haïti : La répression policière et la complicité de l'ambassade de France

Le peuple haïtien attend et revendique toujours justice pour ces milliers de personnes mortes du virus de cholera, introduit par les forces militaires de l'occupation de l'ONU (la MINUSTAH) ; pour des centaines de femmes et d'enfants violés, assassinés dans les quartiers populaires orchestrés par les soldats de la MINUSTAH.

Cette mission de « stabilisation » a contribué de beaucoup au renforcement du système de corruption et de répression. La crise sociale aujourd'hui témoigne de l'échec cuisant de cette mission d'occupation.

Les classes populaires haïtiennes ont bien compris qu'elles ne doivent rien attendre des pays du Core Groupe, sinon le soutien du régime néo-macoute Tèt Kale et le renforcement de la répression. Ces pays font désormais partie du problème.

C'est par la lutte que le peuple peut transformer l'ordre social existant, c'est par la lutte qu'il arrivera à construire une société axée sur la justice, la solidarité et le développement économique au profit du plus grand nombre.

Nous encourageons les classes populaires haïtiennes à poursuivre la mobilisation afin de renverser une fois pour toutes le régime néo-macoute PHTK et mettre fin à l'État d'apartheid, néocolonial en Haïti.

Nous, les forces progressistes de la diaspora, avons le devoir patriotique de soutenir le combat héroïque du peuple haïtien. Nous sommes conscients que ce combat concerne tous les Haïtiens et toutes les Haïtiennes partout sur la planète, un combat dont l'enjeu historique consiste à construire une société nouvelle, un nouveau pays auquel nous serons fiers d'appartenir et avec lequel nos enfants pourront, sans honte, s'identifier.

Nous lançons un appel à la solidarité des militants.es, des organisations progressistes du Canada, de la France et des États-Unis. Nous les convions à soutenir les revendications du peuple haïtien, à dénoncer la répression sanglante du gouvernement Moïse et à condamner le comportement néocolonial de leurs dirigeants vis-à-vis d'Haïti.